

PASCAL BONIFACE

Le Développement d'une Sécurité et d'une Identité de Défense Européenne

De la sortie de la Seconde Guerre mondiale à la chute du mur de Berlin, la sécurité de l'Europe occidentale a principalement été assurée par les Etats-Unis. Cette situation était le fruit d'une nécessité pour l'Europe et d'un choix pour les Etats-Unis. La première, ruinée et dévastée, n'était pas en mesure matériellement d'assurer sa défense. La seconde, ayant volontairement rompu avec l'isolationnisme, accepte pour la première fois de son histoire de participer à une alliance en temps de paix en se portant à la tête du « monde libre ». Ce double mouvement était déterminé par l'émergence d'une superpuissance à l'est de l'Europe, créant par son seul poids un déséquilibre stratégique, paraissant pouvoir et vouloir dominer l'ensemble du continent et annexement dotée d'un régime communiste. En fait deux objectifs se mêlaient. Le premier était politique (lutter pour la défense des libertés), le second géopolitique (éviter qu'une puissance domine l'Europe et/ou l'Eurasie).

L'Alliance atlantique répondait à ce double but. Mais elle est dès sa création nécessairement déséquilibrée.

L'Europe n'était plus le centre du monde mais l'objet d'une lutte entre Moscou et Washington.

La présence américaine avait été sollicitée avec insistance par les Européens. Les Américains craignant les éternelles divisions européennes avaient mis une condition à leur engagement dans l'Alliance que les Européens créent d'abord l'embryon d'une défense européenne, ce qui fut fait avec le pacte de Bruxelles, signé en 1948 entre la Grande-Bretagne, la France et le Benelux, et qui préfigure l'UEO.

Rapidement et notamment grâce à l'aide initiale du plan Marshall (qui plus que les accords de Yalta marque la vraie ligne de division de l'Europe entre ceux qui en bénéficient et ceux qui le refusent) l'Europe occidentale va retrouver la prospérité. Elle peut prendre en charge une plus grande partie de sa défense mais elle ne pourrait ni ne voudrait le faire entièrement.

Elle ne le pourrait pas parce que l'URSS qui a choisi d'avoir une économie de guerre en temps de paix reste une puissance militairement inégalable par l'Europe. Seul l'appareil militaire américain peut permettre de faire face à l'URSS.

Elle ne le voudrait pas de toutes façons parce que cette dépendance a de nombreux aspects positifs. Collectivement cela permet de contenir le niveau des dépenses de défense. La garantie américaine neutralise les rivalités inter-européennes. L'OTAN permet de faire participer l'Allemagne à l'effort commun tout en l'encadrant strictement.

Pour les Allemands, l'OTAN est une source de protection et de rélégitimation occidentale. Pour les Britanniques, c'est le moyen d'avoir, fût-ce par le biais américain, le maximum d'influence sur un continent qu'ils ne peuvent plus dominer. Pour les Danois et les Néerlandais, la garantie américaine s'exerce bien sûr à l'encontre de l'URSS mais également un peu à l'encontre de l'Allemagne. Pour le Portugal de Salazar c'est l'occasion inespérée de faire partie d'une famille à laquelle on n'avait pas le droit d'appartenir. Pour la Turquie, c'est une façon d'affirmer sa vocation européenne. L'Italie a renoncé à toute ambition extérieure après les déboires dus à sa volonté d'expansion dans les années 30. Pour l'Islande ou le Luxembourg, c'est la seule façon d'exister en matière de défense.

Les conditions prévalant lors de la création de l'Alliance vont se modifier graduellement au cours des années 50. Les économies européennes vont redémarrer et redevenir concurrentes des Etats-Unis.

Les Européens demeurent cependant dans une dépendance militaire vis-à-vis de Washington, consacrant à l'effort de défense à peine la moitié de ce que dépensent les Américains en pourcentage du PIB. La menace soviétique subsiste mais, détente oblige, elle n'a plus le caractère effrayant qu'elle avait sous Staline.

C'est dans ce cadre que vont commencer les malentendus transatlantiques. Washington aimerait que le fardeau de la défense soit mieux partagé, mais s'est habitué à diriger seul l'OTAN, et n'entend pas partager ce pouvoir.

Les Européens aimeraient peser plus mais ne s'en donnent ni les moyens politiques (plus grande unité) ni financiers (effort de défense insuffisant). Ils se réfugient dans une approche de récrimination, se plaignant soit que les Etats-Unis n'exercent pas leur leadership lorsqu'ils les trouvent trop conciliants, avec Moscou, soit qu'ils sont trop impériaux lorsqu'ils font preuve de trop d'autorité.

L'OTAN, pour les pays européens, est le cadre global et unique de leur stratégie. Pour les Etats-Unis, elle n'en est qu'une composante, certes capitale mais incluse dans un ensemble plus large.

La France en conclut, après avoir échoué en 1959 à reformer l'OTAN de l'intérieur, qu'il fallait s'en détacher pour retrouver une marge de manœuvre reposant sur le confort d'être à la fois membre de l'OTAN, tout en ayant une attitude indépendante. Elle a pu le faire grâce à sa force nucléaire qui lui donnait les moyens de la sécurité vis-à-vis de Moscou, et de l'indépendance face à Washington.

Jusqu'en 1989, les relations transatlantiques ont donc été fortement déséquilibrées au profit de Washington, acteur majeur, centre de décisions unique et superpuissance mondiale, face à des puissances régionales européennes ne sachant ou ne voulant pas faire front unique.

La chute du mur de Berlin marque la fin de la menace soviétique. Mais, plus importante encore, la dislocation de l'URSS en décembre 1991 marque l'éclatement d'un géant géopolitique. La naissance de l'Ukraine a sur ce plan une importance capitale.

La Russie peut redevenir à l'avenir une grande puissance. Elle n'est plus une menace même si elle reste une nuisance potentielle.

Les deux raisons initiales ayant conduit à la naissance de l'Otan (peur du communisme, peur d'une domination soviétique de l'Eurasie) ont disparu. Néanmoins, l'Otan ne s'étiolle pas, encore moins disparaît mais, au contraire, se renforce. Les membres veulent la conserver parer qu'elle a permis d'assurer la sécurité occidentale à moindre coût, que des incertitudes demeurent sur les incitations à long terme de la Russie, que l'Alliance est le seul forum stratégique occidental et qu'elle représente un pôle de stabilité dans un continent qui va devenir plus instable.

La CSCE puis l'OSCE dont la philosophie qui s'exonérait dès sa création d'une logique de bloc à bloc, et qui était ou semblait plus adaptée aux nouveaux contextes stratégiques, ne prend pas l'ampleur qui aurait pu lui être donnée.

L'OTAN continue à accentuer sa suprématie dans l'architecture européenne en élargissant ses missions (ouverture au pays de l'Est, missions de maintien de la paix). Elle étouffe les organisations plus larges (OSCE) et plus restreintes (UEO).

Les pays appartenant autrefois au pacte de Varsovie, voire issus de l'URSS, ont pour objectif prioritaire d'adhérer à l'OTAN. L'Allemagne réunifiée a pu être soupçonnée parfois d'être plus Allemande, moins Européenne mais jamais moins atlantiste.

La France sans s'y réintégrer s'en est grandement rapprochée.

Si l'OTAN est le présent, l'Europe est le futur. A terme l'intérêt bien compris des Européens voudrait qu'ils se dotent de l'autonomie stratégique. Leur dépendance vis-à-vis des Américains ne répond plus à la logique des choses au vu des capacités européennes dans tous

les autres domaines. L'Europe doit passer d'une dépendance vis-à-vis des Etats-Unis à un véritable partenariat entre égaux. Il faut concilier les deux mais être vigilant à ce que le poids du présent n'empêche pas l'émergence du futur.

Les raisons qui conduisaient l'Europe à ne rien faire sont connues, inutile de revenir dessus. Quels seraient les facteurs qui pourraient conduire à un changement ? L'écrasement des obstacles nationaux ? On ne construira pas une Europe forte avec une France faisant cavalier seul fût-ce pour le bien commun, une Allemagne ayant peur d'elle-même, une Grande-Bretagne absente.

Que les Allemands redécouvrent les joies de la souveraineté nationale ne doit pas effrayer les Français, mais au contraire les réjouir dans l'optique du projet européen. Il est tout à fait légitime que l'Allemagne veuille affirmer haut et fort ses positions. Face à la peur récurrente d'une renationalisation de sa sécurité, il convient d'offrir à l'Allemagne une option européenne forte, pour l'aider à sortir du choix binaire, électron libre (donc danger pour elle et pour les autres) ou OTAN (donc dépendance vis-à-vis des Américains). Si l'Allemagne est capable de faire l'effort de sacrifier le Mark sur l'autel de l'Euro, cela montre bien qu'elle est capable de privilégier une perspective à long terme par rapport à une situation présente confortable. Ne va-t-elle pas tenir le même raisonnement vis-à-vis de l'OTAN et de la défense européenne ?

On sent d'ores et déjà, chez nos interlocuteurs allemands, un agacement de plus en plus vif face aux tentations hégémoniques américaines, qui ne se serait pas exprimé aussi nettement il y a quelques années, voire quelques mois. Gardons-nous de donner l'impression d'une volonté comparable d'hégémonie, les moyens en moins. Les sondages montrent que les Allemands préfèrent prendre davantage de responsabilités et avoir plus de pouvoir sur leur sécurité (52 %) que maintenir la même relation de sécurité avec les Etats-Unis¹. (44 %)

La Grande-Bretagne vient de faire preuve de mobilité. L'acceptation par Londres du principe d'une identité européenne de défense permet d'envisager que les trois principaux européens puissent avoir une capacité commune de proposition et d'entraînement. Elle implique pour la France l'obligation d'accepter de partager initiatives et décisions et de renoncer à la tentation de parler seule au nom de l'Europe. L'identité européenne de défense ne pourra pas se faire sous domination française mais par un partenariat équilibré entre les principaux pays européens. L'Italie entend jouer un rôle plus affirmé sur la scène internationale et le nouveau gouvernement est moins suiviste vis-à-vis de Washington. La Belgique a affirmé sa disponibilité. L'Autriche, la Finlande et la Suède peuvent voir dans le projet européen les moyens de sortir du blocage que représente l'abandon de la neutralité assorti du refus d'entrer dans l'OTAN.

La mise en place de l'Euro, la compétition économique, les débats sur l'industrie d'armement ou la conquête des marchés ont fait réaliser à court terme aux pays européens qui ne l'avaient pas encore fait, qu'ils ont plus d'atouts qu'ils ne l'imaginent et que la puissance militaire reste non seulement importante mais fongible (on peut citer à titre d'exemple la façon dont les Américains gagnent des marchés civils au Proche-Orient ou en Asie en mettant en avant leur protection militaire). La mise en place de l'Euro, considéré comme un succès européen, met davantage en lumière les carences européennes dans le domaine de la défense.

Il y a schématiquement deux voies permettant l'émergence d'un pilier européen de la défense. La voie à l'intérieur de l'OTAN et celle à l'extérieur.

La seconde a constamment été essayée de De Gaulle à Mitterrand, des années 60 à la fin des années 80. Toutes les tentatives dont la France a pris l'initiative pour bâtir une défense

1 Cité in Richard Sinnot, « Opinion publique et politique sécuritaire de l'Europe », Institut d'études de sécurité, UEO, 1997, p. 53.

européenne en dehors de l'OTAN (Plan Pouchet, UEO, Eurocorps, etc.) ont échoué, plus ou moins faute d'appétit des autres pays européens. Ces derniers se méfiaient également d'une certaine arrogance française. Ils estimaient que la France voulait se substituer aux Etats-Unis sans en avoir la légitimité historique de l'après Seconde Guerre mondiale et sans en avoir les moyens..

A partir de ce constat, un pari a été tenté en 1995 : réussir au sein de l'OTAN ce qui avait échoué en dehors. Le retour plein de la France au sein de l'OTAN allait permettre son européanisation, dont le principe est admis par tous, mais dont la mise en œuvre concrète a toujours été différée.

Cela montrerait que le sort de la France, lorsqu'elle parle d'Europe, n'est pas d'en bouler dehors les Américains.

Mais le rééquilibrage par l'intérieur était-il possible du fait de l'asymétrie des forces, de l'emprise américaine sur l'OTAN?

« Depuis l'origine, les relations transatlantiques s'inscrivent dans un cercle vicieux. C'est l'inégalité stratégique entre l'Amérique et l'Europe qui justifie l'Alliance atlantique. En même temps, l'existence de cette alliance entretient cette inégalité »².

La solution pour faciliter l'émergence du pilier européen de la défense ne peut être incarnée par un choix binaire alternatif du type ou/ou (ou l'OTAN, ou l'Europe) mais peut s'inscrire dans une démarche et/et (et l'OTAN et la voie purement européenne). Ne prôner aujourd'hui que la voie européenne ne permet pas de tracer des perspectives d'avenir crédibles pour nos partenaires car elles leur paraissent trop lointaines ou irréalistes. Mais mettre tous ses objectifs dans le panier OTAN revient à faire dépendre l'autonomie européenne du bon vouloir américain.

Nul ne met en doute que la sécurité européenne d'aujourd'hui ne peut passer que par l'Alliance atlantique. Il ne faut donc pas l'affaiblir. Ce n'est pas une raison suffisante pour injurier l'avenir, et ne pas préparer pour l'Europe une politique de défense qui lui garantisse une réelle autonomie stratégique.

De nombreux Américains ne croient ni à la possibilité ni à la nécessité d'un monde multipolaire. Les Etats-Unis étant porteurs de valeurs universelles, il n'y a nul besoin de leur opposer des pôles concurrents de puissance, qui nécessairement ne pourraient qu'être des freins à la bonne application de ces valeurs. Les Etats-Unis n'ayant pas d'intérêts propres mais étant l'expression et le symbole de l'intérêt général, seuls des anti-libéraux ou des non-démocrates peuvent leur dénier le droit de conduire le monde, ou veulent s'opposer à eux. Russie, France, Japon, Etats parias ou ONU, bref tous ceux qui à un moment ou un autre veulent peser sur le cours des affaires mondiales en envoyant un message différent de celui émis par Washington veulent donc empêcher le déroulement harmonieux de la marche du monde. Les Etats-Unis sont le pays le plus puissant au monde, et le berceau de la démocratie et du libéralisme.

De la « destinée manifeste » à la « nation indispensable », il y a une continuité évidente dans l'auto-appréciation du caractère spécifique des Etats-Unis. De même que l'internationalisme prolétaire a été mis au service des intérêts de l'Etat soviétique, dans un mélange de cynisme et d'auto-suggestion, de même la promotion de valeurs morales est mise au service des intérêts américains.

Parmi les Américains, ceux qui sont prêts à admettre la possibilité d'un rééquilibrage des relations avec les Européens, la vision peut différer. On peut grossièrement les classer en trois catégories. Ceux pour qui la multipolarité est un pur exercice de rhétorique destiné à calmer

2 Frédéric Bozo, « Où en est l'Alliance Atlantique ? », Notes de l'IFRI n°6, 1998 p. 60

les angoisses existentielles des pays qui ont juste besoin d'être traités poliment. Cette tendance est symbolisée par l'attitude de Richard Hoolbrooke. Elle a été théorisée par Robert Kagan, *senior associate* à la Carnegie Endowment for International Peace, et directeur des US Leadership project. Il estime que des pays comme la France et la Russie ne veulent pas une réelle multipolarité – dont ils seraient incapables d'assumer la charge – mais une fausse multipolarité, une « multipolarité honoraire »³. Selon lui, Clinton aurait compris à partir de l'affaire bosniaque que pour être effectif, le multilatéralisme devait être précédé par l'unilatéralisme. « Dans les situations les plus dures, les réponses multilatérales les plus efficaces viennent quand le plus fort décide d'agir, avec ou sans les autres, et ensuite demande à ses partenaires s'ils veulent le rejoindre »⁴. Zbigniew Brzezinski propose lui un autre type de partenariat, plus équilibré⁵. Selon lui, l'effondrement du bloc soviétique place les Etats-Unis dans une position sans précédent : ils deviennent la première et seule vraie puissance globale. Les Empires que l'histoire a connus auparavant (Romain, Chinois ou Mongol) étaient des puissances régionales, mais pas des empires globaux. Aucune puissance ne peut rivaliser avec Washington dans les quatre domaines essentiels, militaires, économiques, technologiques et culturels qui font une puissance globale, seule l'Amérique disposant de ces quatre éléments. Le résultat, c'est que pour la première fois une puissance extérieure prévaut en Eurasie, dont le contrôle demeure l'enjeu géopolitique principal. Brzezinski plaide pour un rééquilibrage des relations entre Américains et Européens, déplore qu'au-delà de la position officielle de Washington, les différences avec les Européens ne sont pas des différents entre pairs, mais relèvent rapidement de l'insubordination. L'OTAN, qui jusqu'ici se compose d'un centre hégémonique et de vassaux, doit devenir un ensemble de partenaires égaux entre Etats-Unis et Europe, l'Europe de l'ouest devant cesser d'être un protectorat américain. Brzezinski est favorable à une identité européenne sur le plan politique et militaire car elle n'est pas incompatible avec une hégémonie bienveillante des Etats-Unis. Cette hégémonie est d'un type nouveau, elle reflète le système démocratique américain, pluraliste, perméable et souple. L'intérêt des Etats-Unis est de consolider le pluralisme géopolitique qui prévaut en Eurasie, pour qu'aucun Etat ou coalition n'ait les moyens d'en chasser les Etats-Unis. Il estime que les Etats-Unis sont trop démocratiques à l'intérieur pour se montrer autocratiques à l'extérieur. Brzezinski adapte au niveau stratégique les méthodes du comte De Lampedusa: « changer pour que rien ne change ». Il s'agit d'aménager *l'imperium* américain, pour le rendre moins brutal et plus poli pour qu'il soit plus supportable et donc plus durable. Pour Richard Haass⁶, qui représente la troisième tendance, les Etats-Unis bénéficient de la primauté internationale, aucun pays ne pouvant les concurrencer dans les sphères économiques, militaires et diplomatiques et peu pouvant même le faire dans une seule d'entre elles. Les capacités des Etats-Unis devraient cependant décliner avec le temps, du fait de l'émergence inévitable d'autres pôles de puissance, et de l'érosion de la volonté et de la capacité américaine à jouer son rôle de puissance mondiale. Les Etats-Unis doivent dès lors adopter une politique étrangère basée sur la notion de régulation. Cela implique d'agir de concert avec d'autres nations, mais également seuls lorsque cela est possible et nécessaire pour réguler le comportement de gouvernements ou d'acteurs qui pourraient être agressifs ou ne pas respecter des règles de jeu communément admises. Selon lui, prolonger la domination américaine en empêchant l'émergence de nouveaux centres de pouvoir ou en imposant les préférences américaines au reste du monde est tout simplement au-dessus des forces de Washington⁷. Les

3 Robert Kagan « The Benevolent Empire », Foreign Policy, summer 1998, p. 32.

4 Opus cite, p. 33.

5 Le Grand Echiquier, Editions Bayard, 273 p., 1997.

6 The Reluctant Sheriff, Council on Foreign Relations Book, 1997, 148 p.

7 Pour Kissinger, quelle que soit la puissance de l'Amérique, aucun pays ne peut imposer toutes ses préférences au reste de l'humanité. Il voit un fossé menacer de s'élargir dans la politique américaine entre ses prétentions et sa volonté de les défendre. Le risque est que la déception devienne facilement une excuse pour

Etats-Unis ne peuvent être le gendarme du monde, mais son shérif, ce qui implique qu'ils créent des coalitions pour des tâches spécifiques, lorsqu'aucune organisation ne peut remplir ce rôle (exemple de la guerre du Golfe): Contrairement au gendarme qui a l'autorité et la capacité d'agir seul, le shérif a conscience du manque d'une autorité claire dans bien des cas, ce qui le conduit à agir avec d'autres, et à sélectionner ses interventions. Dès lors, le but de la politique étrangère américaine est de favoriser l'émergence d'organisations qui peuvent permettre le partage de la tâche de régulation. Les intérêts américains dans le monde sont si vastes qu'il est certain qu'ils ne peuvent pas assurer eux seuls leur défense ou leur promotion⁸.

Tout en admettant par principe l'identité européenne de défense, (tant lors de la visite à Paris en 1994 du président Clinton, que lors du sommet de l'OTAN à Berlin en 1996), l'administration américaine se montre réticente, quand elle ne s'oppose pas clairement, dès qu'il s'agit de passer à une phase concrète. La réaction du Secrétaire d'Etat Madeleine Albright après le sommet franco-britannique de Saint Malo est claire sur ce point: « ce que nous ne voulons pas c'est que cette identité européenne de défense puisse saper la vitalité de l'OTAN » (Le Monde 9/12/1998). Elle a également déclaré à la presse britannique : « nous voulons éviter le découplage. L'OTAN doit rester une organisation d'alliés souverains où le processus de décision européen n'est pas détaché du processus de décision plus large de l'alliance. Deuxièmement nous devons également éviter la duplication. Les ressources sont trop rares pour que les alliés puissent faire de la planification de forces, faire fonctionner des structures de commandement et acheter des équipements deux fois : la première au sein de l'OTAN, la seconde au sein de l'UE. Troisièmement, nous devons éviter toute discrimination à l'égard d'un membre de l'OTAN qui ne serait pas membre de l'Alliance »⁹.

Bref, de même que pour les Britanniques le *fair play* en sport, c'est serrer la main avec le second, pour les Etats-Unis, l'identité européenne de défense est possible à condition d'être en tout compatible avec la politique de l'OTAN et donc de Washington.

Les Américains dans la pratique ont une tendance naturelle à considérer la relation entre l'OTAN et l'identité européenne de défense comme un jeu à sommes nulles. La crainte est que l'identité européenne de défense ne se renforce qu'au détriment de la cohésion de l'Alliance. Le non-dit est que, pour eux, cohésion veut dire centre unique de décision. D'où leur refus constant d'un éventuel *caucus* européen. Nous n'avons pas à en vouloir aux Américains de défendre leurs intérêts. Il faut donc les convaincre que l'émergence d'une IEDS n'est pas contraire à leur intérêt et qu'elle peut même les servir. Ils peuvent tout à fait comprendre qu'il est compatible avec leur intérêt que l'Europe se dote d'une capacité globale de traitement des crises pouvant survenir sur le continent européen.

De même que la France doit comprendre que l'émergence d'une IEDS ne peut se réaliser sans un rééquilibrage des relations intereuropéennes entre elle, l'Allemagne et la Grande Bretagne, les Etats-Unis peuvent réaliser que le monde occidental sera renforcé par l'apparition d'une seconde puissance en son sein. Face à la complexité de la gestion du monde, à la dilution de la puissance et la démultiplication des acteurs, les démocraties

se retirer des affaires du monde. Diplomacy Simon and Schuster, 1994, New York, p. 812.

8 Haass cite les exemples suivants : protéger le territoire et les citoyens américains d'une attaque. Protéger l'accès du territoire américain contre les flux illégaux de drogue, de migrants ou du malades. Prévenir l'émergence d'une superpuissance hostile. Eviter la domination de l'Europe, de l'Asie pacifique ou du golfe persique ou des Caraïbes par une puissance hostile. Réduire les arsenaux d'armes de destruction massive. Maintenir la liberté de commerce, décourager l'usage de la force dans les relations internationales et encourager le règlement pacifique des conflits. Promouvoir les exportations américaines ; sauvegarder la sécurité d'Israël. Maintenir l'existence d'un système monétaire international, garantir l'accès à l'énergie nécessaire et aux matières premières . Renforcer la démocratie, le respect des droits de l'homme et la réforme en faveur de l'économie de marché. Sauvegarder l'environnement, prévenir les génocides. Opus cite, p. 49.

9 Financial Times, 7/12/98

occidentales ne peuvent qu'y être gagnantes. Elles le comprendront d'autant mieux que les Européens se mettent vraiment en marche et se montrent cohérents.

La guerre contre la Yougoslavie constitue un curieux paradoxe pour les pays européens.

Jamais leur poids dans le processus de décision de l'OTAN n'a été aussi fort. Tant le recours à la guerre, que la manière de la conduire, ont été décidés par consensus entre les pays membres. L'Europe pèse donc d'un poids supérieur à son poids militaire réel puisque rien ne peut se faire sans son accord, alors que les Américains réalisent 75 % des frappes aériennes. Pour autant, rarement la frustration de n'être pas capable de mener des opérations militaires sans dépendre de Washington n'a été aussi forte.

La guerre est en effet intervenue alors que l'identité européenne de défense et de sécurité entrait en phase de maturation.

Les progrès du pilier européen de la défense sont le fruit d'une évolution des trois principaux pays. La Grande-Bretagne a compris qu'elle ne pouvait plus seulement penser en termes atlantiques, mais aussi européens. L'Allemagne, dix ans après la réunification et avec l'arrivée au pouvoir d'une génération qui n'a pas connu la seconde guerre mondiale n'a plus peur de s'affirmer sur le plan stratégique. Et la France a compris qu'on ne pouvait pas construire l'Europe de la défense si elle ne devait apparaître que comme un instrument au service de Paris. A cela il faut ajouter la volonté comparable en Italie, Espagne et Belgique de voir l'Europe progresser.

Lors du sommet franco-allemand de la semaine dernière, les deux pays ont affirmé la nécessité pour l'Union européenne de se doter des moyens autonomes nécessaires pour agir en cas de crise. Le terme autonome – qui implique de pouvoir, le cas échéant, agir sans les Etats-Unis – est capital. Bien sûr il n'implique pas une rupture de l'Alliance Atlantique, que personne, et surtout pas la France, ne souhaite. Les démocraties occidentales ont besoin de conserver une alliance. Mais il se peut que l'Europe, sur des opérations précises, veuille agir alors que les Etats-Unis ne le souhaiteraient pas. Ils doivent donc être en mesure d'agir sans eux. A terme, une autonomie stratégique européenne – même si les Américains auront au départ quelques difficultés à accepter le rééquilibrage des relations – renforcerait globalement l'Alliance et sa capacité de gérer les crises.

L'Europe a remis après la seconde guerre mondiale, les clés de sa défense aux Etats-Unis parce qu'elle n'avait pas les moyens de l'assurer elle-même. Aujourd'hui, son économie est reconstruite, mais dépasse celle des Etats-Unis.

Les pays européens de l'OTAN disposent de 2, 2 millions de soldats contre 1, 45 pour les Etats-Unis. Mais ces effectifs énormes dus au maintien de la conscription dans de nombreux pays européens ne signifient pas, loin de là, une plus grande capacité à se projeter sur des théâtres extérieurs.

Ces équipements modernes comptent aujourd'hui plus que les contingents de masse. Or les dépenses militaires de ces mêmes pays européens sont de 170 milliards de dollars contre 270 pour les Etats-Unis.

Pour ce qui est des dépenses d'équipement (l'achat de matériel) les offres sont de 40 milliards en Europe contre 80 aux Etats-Unis. A tout le moins il serait donc nécessaire de stabiliser les dépenses militaires européennes.

L'un des effets de cette guerre, dramatique comme toute les guerres, serait de faire de la défense le futur chantier de la construction européenne, difficile diraient les uns, impossible affirmeraient les autres. C'est ce qu'on disait, il y a peu encore, de l'euro.

Pascal Boniface
Directeur de l'Institut de Relations Internationales et Stratégiques
(I.R.I.S.), Paris